

## PORTFOLIO LPA DES ENTREPRISES RESPONSABLES

# Quand les bonnes intentions frappent un mur

CÉCILE GLADEL  
COLLABORATION SPÉCIALE

L'entreprise ne doit pas mettre son existence en péril au profit de la responsabilité sociale. Si les profits chutent, la question se pose.

L'ensemble des intervenants s'entendent pour dire que les limites de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) sont atteintes lorsqu'on dénature l'essence même d'une compagnie. «Une entreprise n'est pas une ONG», lance Isabelle Hudon, présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

«Si le virage n'est pas rentable, il est difficile à justifier», ajoute Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'UQAM.

«La responsabilité sociale des entreprises se termine là où celle des autres commence. On ne peut demander à une entreprise de s'occuper de la formation des chômeurs», déclare Diane Bellemare, première vice-présidente et économiste en chef du Conseil du patronat du Québec.

Il est donc important que chaque compagnie établisse ses propres limites. «Il n'est pas nécessaire de tout réaliser. Les entreprises doivent atteindre un équilibre entre les attentes et les demandes des groupes de pression, de ces actionnaires, de ces employés», explique Richard Petersen, vice-président, responsabilité sociale des entreprises, du Cabinet de relations publiques National.

Bien sur, le virage de la responsabilité sociale rend certains actionnaires frileux comme dans le cas d'Interface Inc., géant mondial du domaine manufacturier du tapis. Cette entreprise américaine, mise en vedette dans le documentaire *La corporation*, a pris le virage



PHOTO JANA CHYTILOVA. COLLABORATION SPÉCIALE

Pour Jacques Lévesque, directeur de la gouvernance et de la responsabilité sociale des entreprises au Conference Board of Canada, les limites de la responsabilité sociale sont loin d'être nettes et précises.

de la RSE dans les années 90.

La communication a été la clé pour convaincre les actionnaires. «Il fallait leur vendre l'idée et leur démontrer qu'on épargnerait de l'argent en réduisant notre consommation d'énergie. Nous leur avons expliqué que les gens voudraient faire affaire avec une compagnie responsable. Il y avait aussi des bénéfices au niveau des employés. Nous retenions le talent», souligne Claude Ouimet, vice-président principal et directeur général pour le Canada et l'Amérique latine d'Interface Inc.

Cependant, tout le monde ne voit pas la RSE du même œil. Selon l'Institut économique de Montréal, les conséquences à long terme d'un virage RSE peuvent être négatives. «Les groupes de pression s'intéressent seulement aux conséquences immédiates d'une action en oubliant le long terme», souligne Pierre Desrochers, professeur asso-

cié à l'Institut.

Il donne l'exemple de l'industrie forestière québécoise et des pertes d'emplois qu'elle subit actuelle-

ment ainsi que les entreprises accusées de faire travailler des enfants dans les pays en voie de développement. «Environ 95% des enfants sont embauchés par des entreprises locales qui servent le marché local. Quant aux sous-traitants des multinationales, ils ont licencié les enfants après les accusations des groupes de pression. Ces enfants ne sont pas retournés à l'école, ils se trouvent maintenant dans des situations pires qu'avant. C'est ça la responsabilité sociale?» s'indigne Pierre Desrochers.

Opinion partagée par l'Institut Fraser, pour qui la RSE ne devrait pas distraire les entreprises de leur rôle premier, qui est de générer des profits et créer de la richesse. «Le problème est lorsque la responsabilité sociale change la philosophie et le rôle de l'entreprise. Quand une entreprise fait des dons à des organismes de bienfaisance. Elle aurait pu investir cet argent à d'autres fins», explique Jason Clemens, économiste de l'Institut Fraser.

Pour Peter Simons, propriétaire de l'entreprise de vêtements

du même nom, la responsabilité sociale est la façon dont l'entreprise interagit dans la société et s'occupe de l'environnement. Selon lui, le fait d'employer des gens dans les pays en voie de développement n'est pas incompatible. «On veut aider le tiers-monde, mais attention, il ne faut pas leur donner du travail? C'est hypocrite. Les échanges enrichissent le Québec», soutient-il.

Il s'agit d'un partage de la richesse et les groupes de pression devraient faire attention avant de dénoncer la provenance des vêtements, croit Peter Simons. «Si les vêtements sont fabriqués en Asie, ils sont conçus au Québec. Simons a créé 20 emplois de designers ici. Ces emplois sont bien rémunérés. Mais personne ne parle de cet aspect», s'indigne-t-il.

Justement, lorsqu'on parle de délocalisation des emplois, il arrive que des actions responsables dans certains pays se retournent contre une entreprise. «Une société qui investit dans un pays en voie de développement peut être accusée de complicité avec un gouvernement dictateur. Aura-t-elle été trop loin ou non? Où tire-t-on la ligne? Ce n'est pas facile de savoir où sont les limites de la responsabilité sociale. Chacun doit agir selon ses propres valeurs», explique Jacques Lévesque, directeur de la gouvernance et de la responsabilité sociale des entreprises au Conference Board of Canada.

## Améliorer la compétitivité

Si les entreprises deviennent de plus en plus socialement responsables, c'est aussi qu'il y a un gain à faire au bout du compte.

«L'innovation permet aux entreprises d'être des chefs de file dans leur secteur», avance Richard Petersen. Plusieurs entreprises l'ont testé. «On a innové, on s'est différencié et on a gagné des parts de marché», explique Claude Ouimet, qui ajoute que le virage a sauvé Interface Inc. en 2001, lors de difficultés économiques.

Même son de cloche pour Domtar, compagnie reconnue par le

Dow Jones Sustainability Index depuis 1999. Le fait d'obtenir la certification Forest Stewardship Council (FSC) leur a permis de se démarquer. «Cette démarche nous a amené des clients qui ne faisaient pas affaire avec nous auparavant et qui recherchent maintenant du papier certifié FSC. C'est un avantage indéniable au niveau de notre clientèle», affirme Raymond Royer, président et chef de la direction.

Malgré tout, la responsabilité sociale ne règlera pas les problèmes de la planète. «Les entreprises ne sont pas les seuls acteurs, il

y a les ONG, la société civile, le système scolaire, etc. Les consommateurs peuvent aussi adopter une consommation plus responsable. Il est trop facile de dire que les compagnies sont des criminels et des gros méchants. Si la société n'est pas prête à changer ses comportements, qui faut-il blâmer?» souligne Brenda Plant, consultante et cofondatrice du regroupement de gens d'affaires intéressés par la responsabilité sociale, Cataléthique, et du site Ethiquette.ca.

«Une entreprise n'est pas Centraide et son but est de créer de la richesse. Chacun doit être socialement responsable, pas juste les entreprises», dit Raymond Royer.

## Le papier que vous choisissez peut faire toute la différence



Avec une sélection de plus de 800 papiers écologiques de qualité supérieure, Domtar EarthChoice protège son monde et le vôtre. Comment? Tous les papiers Domtar EarthChoice sont certifiés FSC et approuvés par les principaux groupes environnementaux. Les papiers Domtar EarthChoice sauront combler les moindres besoins de votre entreprise : rapports annuels, cartes d'affaires, emballages et brochures.

Pour vos besoins quotidiens en photocopie et en impression, à la maison comme au travail, vous trouverez dorénavant la gamme complète de papiers Domtar EarthChoice dans toutes les succursales Bureau en Gros à travers le Canada.

  
Domtar

**DOMTAR EarthChoice®**  
Le bon choix en toute conscience

 Rainforest Alliance

 FSC

[www.domtarearthchoice.com](http://www.domtarearthchoice.com)

SW-COC-1000  
De la forêt jusqu'à vous. Le logo FSC vous donne l'assurance qu'un papier ou un produit contenant du bois provient d'une forêt bien gérée. © Forest Stewardship Council A.C. 1996.